États financiers consolidés de Sollio Groupe Coopératif

Au 31 octobre 2020

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés de Sollio Groupe Coopératif ainsi que les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration. La responsabilité de la direction à cet égard inclut la sélection de méthodes comptables appropriées ainsi que l'exercice d'un jugement éclairé dans l'établissement d'estimations raisonnables et justes, en accord avec les normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

La direction maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles internes conçus pour offrir une assurance raisonnable quant à l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société. L'ensemble des systèmes est régulièrement évalué par le service de l'audit interne dont les constatations et les recommandations sont périodiquement présentées à la direction et au comité d'audit.

Le conseil d'administration s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière et à l'examen des états financiers consolidés et du rapport annuel, principalement par l'entremise de son comité d'audit composé d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit tient régulièrement des réunions avec les auditeurs internes et externes et des représentants de la direction afin de discuter des contrôles internes exercés et d'examiner les états financiers consolidés ainsi que d'autres questions de présentation de l'information financière. Le comité d'audit fait rapport et soumet ses recommandations au conseil d'administration. Les présents états financiers consolidés ont été audités par Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., auditeur nommé par les sociétaires, et son rapport indique l'étendue de son audit ainsi que son opinion sur ces états financiers consolidés.

Chef de la direction,

Gaétan DESROCHES, agr., MBA

Chef de la direction financière,

Alexandre ST-JACQUES, FRM

Montréal, 25 janvier 2021

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux sociétaires de **Sollio Groupe Coopératif**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Sollio Groupe Coopératif** et de ses filiales [la « Société »], qui comprennent le bilan consolidé au 31 octobre 2020, et l'état des résultats consolidés, l'état de la réserve consolidée et l'état des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Société au 31 octobre 2020, ainsi que des résultats consolidés de son exploitation et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur

Rapport de l'auditeur indépendant

contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Société, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.[1]

Montréal, Canada
Le 25 janvier 2021

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120803

Société membre d'Ernst & Young Global Limited

Bilan consolidé

Aux 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

[en milliers de dollars]	Notes	2020 $	2019 $
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	**25 765**	–
Débiteurs	9, 26	**582 916**	616 897
Stocks	10	**1 011 763**	797 542
Impôts sur l'excédent à recevoir		**10 269**	36 481
Frais payés d'avance		**49 836**	21 004
Instruments financiers dérivés	25, 26	**46 782**	36 398
Actif d'impôts futurs	7	**21 389**	8 762
Placements échéant à moins d'un an	13, 26	**21 439**	27 999
		1 770 159	1 545 083
Actif à long terme			
Intérêts dans des partenariats	11	**269 861**	233 495
Participations dans des entités sous influence notable	12	**40 744**	35 921
Placements	13, 26	**44 899**	45 373
Aide gouvernementale à recevoir	14	**8 933**	–
Immobilisations corporelles	14	**1 566 366**	1 211 692
Immobilisations corporelles destinées à la vente	14	**893**	3 689
Actif au titre des prestations définies	21	**44 201**	72 542
Actifs incorporels	15	**465 938**	390 967
Écarts d'acquisition	3	**516 188**	341 397
		2 958 023	2 335 076
		4 728 182	3 880 159
PASSIF ET AVOIR			
Passif à court terme			
Découverts bancaires		**–**	18 275
Emprunts bancaires	16	**642**	13 525
Créditeurs et charges à payer	17, 26	**798 215**	714 284
Revenus reportés	26	**145 991**	109 658
Impôts sur l'excédent à payer		**19 256**	–
Instruments financiers dérivés	25, 26	**20 545**	18 264
Ristournes à payer	6	**8 760**	5 280
Actions privilégiées rachetables à moins d'un an	22	**6 357**	5 436
Obligations découlant des contrats de location-acquisition exigibles à moins d'un an	18	**123**	400
Dette à long terme exigible à moins d'un an	19	**108 977**	255 700
		1 108 866	1 140 822
Passif à long terme			
Obligations découlant des contrats de location-acquisition	18	**1 304**	1 428
Dette à long terme	19	**1 159 694**	588 246
Crédit reporté	20	**16 545**	13 194
Passif au titre des prestations définies	21	**77 761**	70 904
Instruments financiers dérivés	25	**31 234**	–
Passif d'impôts futurs	7	**136 250**	116 019
		1 422 788	789 791
Total du passif		**2 531 654**	1 930 613
AVOIR			
Capital social	22	**1 163 779**	992 058
Surplus d'apport	4	**22 079**	18 000
Réserve		**840 371**	765 092
Avoir de la Société		**2 026 229**	1 775 150
Participations ne donnant pas le contrôle	4, 23	**170 299**	174 396
Total de l'avoir		**2 196 528**	1 949 546
		4 728 182	3 880 159

Engagements et éventualités [*note 23*]
Événements postérieurs à la date du bilan [*note 27*]

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

Ghislain GERVAIS, administrateur

Muriel DUBOIS, administratrice

État des résultats consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

[en milliers de dollars]	Notes	2020 $	2019 $
Produits	26	**8 152 114**	7 282 058
Charges	5		
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	26	**7 914 025**	7 182 500
Frais financiers nets		**59 297**	51 473
		7 973 322	7 233 973
Excédent d'exploitation		**178 792**	48 085
Autres résultats			
Quote-part des résultats des partenariats		**50 670**	34 885
Quote-part des résultats des entités sous influence notable		**4 741**	(2 533)
Résultats des placements	26	**3 089**	2 168
Pertes nettes à la cession et à la réévaluation d'actifs	3, 11, 13, 14	**(1 206)**	(3 252)
Pertes sur réévaluation d'instruments financiers dérivés	25	**(35 049)**	–
		22 245	31 268
Excédent avant ristournes et impôts sur l'excédent		**201 037**	79 353
Ristournes	6	**29 200**	17 600
Impôts sur l'excédent	7	**30 850**	13 149
Excédent net		**140 987**	48 604
Attribuable :			
Aux membres de la Société		**117 664**	38 447
Aux participations ne donnant pas le contrôle		**23 323**	10 157
		140 987	48 604

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État de la réserve consolidée

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

[en milliers de dollars]	Notes	2020 $	2019 $
Réserve au début de l'exercice		**765 092**	773 219
Prime au rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle	4	**–**	(16 455)
Dividendes sur actions ordinaires		**(2 340)**	(10 732)
Dividendes sur actions privilégiées d'investissement		**(39 622)**	(19 387)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes		**(423)**	–
Excédent net attribuable aux membres de la Société		**117 664**	38 447
Réserve à la fin de l'exercice		**840 371**	765 092

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État des flux de trésorerie consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

[en milliers de dollars]	Notes	2020 $	2019 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Excédent net		**140 987**	48 604
Éléments hors caisse :			
Amortissements	5	**169 942**	129 274
Amortissement des coûts de transaction	5	**2 993**	1 348
Pertes nettes à la cession et à la réévaluation d'actifs		**1 206**	3 252
Pertes (gains) non réalisés sur les instruments financiers dérivés		**23 131**	(8 010)
Impôts futurs	7	**(18 320)**	165
Variation au titre des prestations définies		**35 198**	(25 884)
Quote-part des résultats des partenariats		**(50 670)**	(34 885)
Quote-part des résultats des entités sous influence notable		**(4 741)**	2 533
Ristournes en actions ordinaires		**20 440**	12 320
		320 166	128 717
Variation nette des éléments hors caisse du fond de roulement		**48 743**	52 317
Augmentation du crédit reporté	20	**4 697**	2 673
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		**373 606**	183 707
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises	3	**(659 847)**	(308 795)
Dispositions de filiales	11	**1 900**	–
Acquisitions des parts d'une participation ne donnant pas le contrôle d'une filiale	4	**–**	(38 729)
Acquisitions de placements		**(82)**	(5 252)
Acquisitions d'intérêts dans des partenariats		**(1 631)**	(1 796)
Acquisitions de participations dans des entités sous influence notable		**(1 002)**	(18 680)
Produit de la cession de placements		**4 918**	12 531
Produit de la cession d'intérêts dans des partenariats		**310**	227
Dividendes reçus des partenariats		**18 333**	31 786
Dividendes reçus des entités sous influence notable		**325**	674
Acquisitions d'immobilisations corporelles		**(196 124)**	(220 725)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		**6 712**	45 703
Remboursement de dépôts en fidéicommis		**-**	3 815
Acquisitions d'actifs incorporels		**(13 177)**	(14 106)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		**(839 365)**	(513 347)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Variation nette des emprunts bancaires		**(633)**	5 525
Remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition		**(400)**	(423)
Produit de l'émission de la dette à long terme		**781 029**	162 390
Remboursement de la dette à long terme		**(357 036)**	(104 749)
Produit de l'émission d'actions privilégiées		**156 384**	305 025
Rachat d'actions privilégiées		**(5 436)**	(4 558)
Dividendes sur actions privilégiées d'investissement		**(39 622)**	(19 387)
Produit de l'émission d'actions ordinaires		**27**	132
Rachat d'actions ordinaires		**(190)**	(10 399)
Dividendes sur actions ordinaires		**(1 170)**	(5 366)
Produit de l'émission de parts d'une filiale à des tiers		**9 701**	7 769
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle		**(32 855)**	(11 045)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		**509 799**	324 914
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**44 040**	(4 726)
Découverts bancaires au début de l'exercice		**(18 275)**	(13 549)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (découverts bancaires) à la fin de l'exercice		**25 765**	(18 275)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

[Tous les montants sont exprimés en milliers de dollars.]

1) Description de l'entreprise

Sollio Groupe Coopératif (la « Société »), auparavant connue sous le nom de La Coop fédérée, a été constituée par une loi spéciale du Québec. La Société compte trois divisions à travers lesquelles elle exerce ses activités : la division alimentation, la division agriculture et la division commerce de détail. La division alimentation concentre ses activités dans l'élevage porcin, la transformation et la commercialisation des viandes porcines et avicoles. La division agriculture fournit quant à elle les biens et les services nécessaires à l'exploitation d'entreprises agricoles. La division commerce de détail regroupe les activités de distribution et de commercialisation de produits de quincaillerie et de matériaux de construction ainsi que les services connexes à ces gammes de produits.

2) Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés sont préparés conformément à la Partie II du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité, « Normes comptables pour les entreprises à capital fermé »* qui énonce les principes comptables généralement reconnus pour les entités n'ayant pas d'obligation d'information du public au Canada et comprennent les principales méthodes comptables décrites ci-après.

Principes de consolidation

La Société consolide toutes ses filiales pour lesquelles elle a le pouvoir de définir de manière durable et sans le concours de tiers les politiques stratégiques en matière d'exploitation, d'investissement et de financement. Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Sollio Groupe Coopératif et de ses filiales, dont les plus significatives sont les suivantes :

Filiales consolidées

Nom	Description	Participation
Olymel s.e.c.	Élevage, transformation et commercialisation de viandes porcines et avicoles	92,2 %
Agrico Canada Limited	Distribution et commercialisation d'intrants agricoles	100 %
Agrico Canada s.e.c.	Distribution et commercialisation d'intrants agricoles	100 %
Agronomy Company of Canada Ltd.	Distribution et commercialisation d'intrants agricoles	100 %
Entreprise Agricole AMQ s.e.c.	Distribution et commercialisation en nutrition animale	100 %
Maizex Seeds inc.	Production et commercialisation de semences	87,5 %[1]
OntarioGrain.AG s.e.c.	Commercialisation de grains et fourniture de services	77,5 %
Sollio Agriculture s.e.c.	Fourniture de biens et services liés à l'agriculture	100 %
Standard Nutrition Inc.	Distribution et commercialisation en nutrition animale	100 %
TerminalGrains.Ag s.e.c.	Exploitation d'un terminal céréalier	80 %
Groupe BMR inc.	Distribution et commercialisation de produits de quincaillerie et de matériaux de construction	100 %
Énergies RC, s.e.c.	Détention d'un intérêt dans un partenariat de distribution et commercialisation de produits pétroliers	88,9 %
Volailles Acadia s.e.c.	Production avicole	52,5 %

[1] 75 % au 26 octobre 2019

Intérêts dans des partenariats

La Société utilise la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation pour ses intérêts dans des entreprises sous contrôle conjoint. Au 31 octobre 2020, la Société n'a aucun intérêt dans des partenariats dont la quote-part est supérieure à 10 % de l'excédent de la Société avant la quote-part des résultats des partenariats et des impôts sur l'excédent.

Participations dans des entités sous influence notable

La Société utilise la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation pour toutes les entités sur lesquelles elle exerce une influence notable sur leurs politiques stratégiques relatives aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Au 31 octobre 2020, la Société n'a aucune participation dans une entité sous influence notable dont la quote-part est supérieure à 10 % de l'excédent de la Société avant la quote-part des résultats des entités sous influence notable et des impôts sur l'excédent.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part du résultat net cumulé et des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue intégralement par la Société. Les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées dans l'avoir, distinctement de l'avoir de la Société. Toute modification de participation dans une filiale qui n'a pas d'incidence sur le contrôle de la Société génère un ajustement entre la Société et les participations ne donnant pas le contrôle pour tenir compte de leurs intérêts respectifs. Toute différence entre l'ajustement et la contrepartie versée est présentée distinctement dans l'avoir de la Société.

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris sont évalués selon leur juste valeur à la date d'acquisition et l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé à titre d'écart d'acquisition. Si la juste valeur des actifs nets acquis excède la contrepartie versée, l'excédent est immédiatement comptabilisé à titre de gains nets à la cession et à la réévaluation d'actifs à l'état des résultats consolidés.

Les frais connexes aux acquisitions sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Lorsque des options d'achat de la totalité ou d'une partie des actions non acquises de l'entreprise visée sont détenues par la Société ou des options de vente sur ces mêmes actions sont détenues par des tiers, la Société comptabilise un passif lorsque ces options sont exercées.

La Société évalue les participations ne donnant pas le contrôle dans les entreprises acquises à la juste valeur à la date d'acquisition.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

2) Principales méthodes comptables

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des soldes de comptes bancaires ainsi que de la trésorerie adossée à des instruments financiers dérivés et sont comptabilisés à leur juste valeur.

Stocks

Les stocks de matières premières et de fournitures sont évalués au moindre du coût établi selon les méthodes de l'épuisement successif ou du coût moyen et de la valeur nette de réalisation, à l'exception des stocks de grains pour revente qui sont évalués à la juste valeur.

Les stocks de produits en cours et de produits finis sont évalués au moindre du coût établi selon les méthodes de l'épuisement successif ou du coût moyen et de la valeur nette de réalisation.

Les stocks de porcs vivants sont évalués au moindre du coût de production et de la valeur nette de réalisation.

La Société constate les montants reçus en vertu d'ententes avec des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction du coût des ventes à l'état des résultats consolidés et des stocks connexes au bilan consolidé lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues.

Placements

Le poste « Placements » inclut des actions et autres titres de coopératives évalués au coût car ils ne comportent pas de cours dans un marché actif. Les billets à recevoir, également inclus dans le poste « Placements », sont initialement enregistrés à la juste valeur et ils sont comptabilisés par la suite au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Immobilisations corporelles

Propriétés, bâtiments et équipements

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées au coût ou à la juste valeur si elles sont acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées en réduction du coût de celles-ci.

Les biens loués en vertu des contrats de location-acquisition sont capitalisés lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué ont été transférés à la Société. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-acquisition représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et de la juste valeur du bien loué.

Les immobilisations corporelles destinées à la vente sont évaluées à leur valeur comptable ou à leur juste valeur diminuée des frais de vente si cette dernière est inférieure et ne sont pas amorties.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur le coût en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie estimative ou sur la durée du bail :

Pavage	10 à 15 ans
Bâtiments	10 à 30 ans
Machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	3 à 15 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Biens loués en vertu des contrats de location-acquisition	Durée du bail

Animaux de reproduction

Les animaux de reproduction, constitués de truies, sont comptabilisés au coût et amortis, si la valeur de disposition est inférieure au coût, en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie estimative évaluée à six mises bas.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels amortissables sont initialement comptabilisés au coût, ou à la juste valeur s'ils sont acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, et amortis en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie estimative.

Marques de commerce

Les marques de commerce dont la durée de vie est définie sont amorties, et ce sur des périodes de deux à 20 ans. La Société détient aussi des marques de commerce à durée de vie indéfinie qui ne sont donc pas amorties.

Listes de clients

Les listes de clients sont amorties sur des périodes de cinq à 21 ans.

Droits

Les droits sont composés de droits de production et de droits d'exclusivité d'approvisionnement. Les droits de production ne sont pas amortis car leur durée de vie est indéfinie et les droits d'exclusivité d'approvisionnement sont amortis sur des périodes de cinq à 20 ans.

Logiciels et projets de développement informatique

Le coût des logiciels et les projets de développement informatique sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de trois à cinq ans. L'amortissement des projets de développement informatique débute lorsque les projets sont terminés.

Certains logiciels et projets de développement informatique sont développés à l'interne. Les frais y afférents sont comptabilisés à titre d'actifs incorporels et sont capitalisés lorsque les coûts engagés permettent d'exploiter l'actif selon les attentes de la direction.

Support financier

Les différentes formes de support financier sont amorties sur la durée des contrats sous-jacents, soit entre cinq et 10 ans.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

2) Principales méthodes comptables

Dépréciation d'actifs

Débiteurs et billets à recevoir

Les débiteurs et les billets à recevoir font l'objet d'une révision continue pour dépréciation et sont classés comme ayant subi une moins-value lorsque la Société est d'avis qu'il existe un doute raisonnable qu'il y ait des pertes subies sur ces débiteurs et billets à recevoir en tenant compte de toutes les circonstances connues à la date de révision ou qu'il existe un doute raisonnable quant au recouvrement ultime d'une partie du capital et des intérêts. S'il existe des indications d'une dépréciation possible, la Société doit déterminer s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif financier. Le montant de toute perte de valeur est déterminé en comparant la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des trois montants suivants :

i. la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif, calculée au moyen d'un taux d'intérêt courant du marché, approprié à cet actif;

ii. le prix qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif à la date de clôture du bilan consolidé;

iii. la valeur de réalisation prévue par la Société de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif, nette de l'ensemble des coûts nécessaires à l'exercice de la garantie.

Les reprises sont permises, mais la valeur comptable ajustée de l'actif financier ne doit pas être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de la reprise si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Placements, intérêts dans des partenariats et participations dans des entités sous influence notable

Les placements sous forme d'actions et autres titres de coopératives, les intérêts dans des partenariats et les participations dans des entités sous influence notable font l'objet d'une dépréciation dans l'éventualité de difficultés financières reflétées lors de l'analyse des rapports financiers de ces entités. À la fin de chaque période, la Société détermine, pour tout placement, s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, la Société doit déterminer s'il y a eu, au cours de la période, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs du placement. S'il y a dépréciation, la Société réduit la valeur comptable du placement en la ramenant à la plus élevée des valeurs suivantes :

i. la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du placement, calculée au moyen d'un taux d'intérêt courant du marché, approprié à cet actif;

ii. le prix qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif financier à la date de clôture du bilan consolidé.

Les reprises sont permises, mais la valeur comptable ajustée de l'actif financier ne doit pas être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de la reprise si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Actifs à long terme amortissables

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. L'existence d'une dépréciation est déterminée en comparant la valeur comptable d'un actif destiné à être conservé et utilisé au total des flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle. Si la Société considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs sur la juste valeur, laquelle est généralement calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. Une perte de valeur qui est constatée est présentée à l'état des résultats consolidés et la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa juste valeur. Une perte de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises si la juste valeur de l'actif à long terme en question s'accroît ultérieurement.

Actifs incorporels à durée de vie indéfinie

Les droits de production et certaines marques de commerce doivent faire l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait excéder leur juste valeur. La dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable des actifs incorporels avec leur juste valeur, laquelle est généralement établie d'après les flux de trésorerie actualisés. Lorsque la valeur comptable des actifs incorporels excède leur juste valeur, une perte de valeur d'un montant équivalent à cet excédent est comptabilisée. Une perte de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises si la juste valeur de l'actif incorporel en question s'accroît ultérieurement.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissement, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Au cours du test de dépréciation, la valeur comptable de l'unité d'exploitation, comprenant l'écart d'acquisition, est comparée à sa juste valeur. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, une perte de valeur de l'écart d'acquisition est comptabilisée jusqu'à concurrence du montant comptabilisé de l'écart d'acquisition lié à l'unité d'exploitation. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats consolidés de l'exercice au cours duquel la baisse de valeur s'est produite. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne peuvent faire l'objet de reprises.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent aux sommes facturées pour des marchandises dont la propriété n'a pas encore été transférée à l'acheteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

2) Principales méthodes comptables

Crédit reporté

Le crédit reporté découle de recouvrements d'assurances excédentaires à la valeur dépréciée d'immobilisations corporelles. Ce montant est constaté à titre de produit au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles afférentes.

Constatation des produits

Les produits sont constatés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des marchandises vendues ont été transférés à l'acheteur, que l'estimation du produit de la vente est raisonnablement sûre et que la perception des produits est raisonnablement assurée. Ce moment coïncide généralement avec la réception des marchandises par l'acheteur. Les produits correspondent au montant de la contrepartie reçue net des remises et rendus.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés à titre de charges dans l'état des résultats consolidés dans l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Conversion des devises

Les opérations conclues en devises sont converties en dollars canadiens, selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les éléments monétaires du bilan consolidé sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les gains et les pertes résultant de la conversion des devises sont compris dans l'état des résultats consolidés à titre de coût des ventes, frais de vente et d'administration.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui procurent à la plupart de ses salariés le paiement des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite. Les régimes de retraite à prestations définies sont fondés soit sur le salaire de carrière, sur le salaire final moyen ou sur un principe de rente uniforme. Certaines prestations de retraite sont indexées en fonction des conditions économiques.

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels à l'aide des plus récentes évaluations de capitalisation. Les calculs sont déterminés à partir d'hypothèses à long terme relativement à la croissance de la rémunération, l'âge de départ à la retraite, la cessation d'emploi des salariés et la croissance des coûts prévus de santé.

La Société utilise des contrats d'assurance pour le versement de certains avantages sociaux futurs. Ces contrats sont exclus des actifs du régime et le montant des prestations fournies au moyen de ces contrats est porté en diminution du passif au titre des prestations définies lorsqu'il existe un transfert des risques significatifs de la Société.

Les réévaluations du passif ou de l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Les réévaluations comprennent la différence entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement calculé à l'aide du taux d'actualisation utilisé pour le calcul du coût financier des régimes, les gains et pertes actuariels ainsi que les gains et pertes auxquels donnent lieu les règlements et compressions.

Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur. Les obligations au titre des régimes sont actualisées selon les taux de rendement à long terme des actifs du régime, établis selon des méthodes actuarielles.

La Société offre aussi à certains de ses employés à la retraite des avantages complémentaires. Les avantages complémentaires de retraite offerts par la Société à ces retraités comprennent des prestations pour des soins de santé et de l'assurance-vie. Le coût des avantages complémentaires à la retraite est calculé en utilisant la même méthode comptable que celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations définies. Les charges afférentes sont réglées par la Société à mesure qu'elles deviennent exigibles.

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et le coût des avantages complémentaires sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de coût des ventes, frais de vente et d'administration.

Ristournes

Le montant et le mode de paiement des ristournes sont déterminés par le conseil d'administration. Le calcul des ristournes est établi en fonction des volumes d'achat des sociétaires. Les ristournes sont comptabilisées au cours de l'exercice auquel elles se rapportent. Dans le cas des ristournes en actions, les actions sont considérées comme étant émises à la fin de l'exercice qui précède la résolution du conseil d'administration.

Instruments financiers

La Société évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur sauf pour les opérations entre apparentés, qui sont comptabilisées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon les circonstances.

Par la suite, la Société évalue les instruments financiers comme suit :

Les débiteurs (excluant les sommes à recevoir de l'État) et les billets à recevoir sont évalués au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actions et autres titres de coopératives présentés dans les placements sont évalués au coût car ils ne comportent pas de cours dans un marché actif.

Les découverts bancaires, les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer (excluant les sommes à remettre à l'État), les ristournes à payer, les actions privilégiées rachetables et la dette à long terme sont évalués au coût après amortissement.

Les produits et les charges d'intérêt des actifs et des passifs financiers sont comptabilisés au poste « Frais financiers nets » à l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes afférents aux actifs et aux passifs financiers sont comptabilisés au poste « Coût des ventes, frais de vente et d'administration ». Lorsqu'ils sont afférents à la disposition, les gains et les pertes sont comptabilisés au poste « Gains nets (pertes nettes) à la cession et à la réévaluation d'actifs ».

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

2) Principales méthodes comptables

Instruments financiers dérivés

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change et les risques liés aux prix d'achat et de vente de certaines marchandises, ainsi que les risques de change et de taux d'intérêt liés à la dette. Les instruments financiers dérivés comprennent des contrats de change, des swaps de devises, des swaps de taux d'intérêt ainsi que des contrats à terme, des swaps et des options sur le prix des marchandises. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Lorsque la Société documente ses relations de couverture de flux de trésorerie ainsi que ses objectifs et sa stratégie de gestion de risque et démontre qu'elles sont suffisamment efficaces au moment de la mise en place de la couverture et tout au long de la période de couverture, la comptabilité de couverture est utilisée.

Les instruments financiers dérivés que la Société a choisi de désigner comme éléments de couverture ne sont pas comptabilisés avant leur échéance. Les gains et les pertes auxquels l'élément de couverture donne lieu sont comptabilisés lorsque l'élément couvert influe sur les résultats consolidés. La tranche des gains et des pertes sur l'élément de couverture est comptabilisée à titre d'ajustement des revenus ou des dépenses de l'élément couvert connexe. Dans le cas où les instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les risques liés au prix des marchandises, la tranche des gains et des pertes sur l'élément de couverture est comptabilisée à titre d'ajustement de la valeur comptable de l'élément couvert. Les gains et les pertes réalisés sur ces contrats figurent dans le poste « Coût des ventes, frais de vente et d'administration ».

Contrats de change et swaps de devises

La Société effectue fréquemment des ventes et des achats de marchandises à l'étranger principalement en devises américaine, japonaise, australienne et en euros. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change et des swaps de devises.

Swaps de devises sur la dette

La Société utilise une partie de sa facilité de crédit sous forme d'avances LIBOR. Afin de gérer le risque de variation de taux de change de la dette, elle utilise des swaps de devises.

Une relation de couverture est rompue si la couverture cesse d'être efficace et la perte ou le gain généré lors de la cessation de couverture est comptabilisé dans un poste distinct de l'avoir jusqu'à ce que l'opération future se réalise, moment auquel la perte ou le gain est sorti de l'avoir et comptabilisé en tant qu'ajustement de la valeur comptable de l'élément couvert ou enregistré à l'état des résultats consolidés. S'il cesse d'être probable qu'une opération future couverte se réalise ou si l'élément couvert cesse d'exister, tout gain ou perte est comptabilisé à l'état des résultats consolidés.

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des éléments de couverture sont évalués à la juste valeur, soit le montant approximatif qui peut être obtenu en règlement de ces instruments aux taux pratiqués sur le marché. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque exercice sont enregistrés à l'état des résultats consolidés.

Contrats à terme et swaps sur le prix des marchandises et de devises

La Société effectue fréquemment des ventes et des achats de grains, des ventes de porcs et des achats d'engrais afin de couvrir certains risques futurs liés au prix de ces marchandises. La Société n'utilise pas la comptabilité de couverture pour les contrats à terme et les swaps sur le prix des marchandises et de devises. Par conséquent, les gains et les pertes sur ces contrats, matérialisés ou non, figurent dans le poste « Coût des ventes, frais de vente et d'administration ».

Options sur le prix des marchandises

La Société a également recours à des options pour gérer le risque du prix des marchandises. Les options confèrent à la Société le droit mais non l'obligation d'exercer à un prix déterminé avant la date d'échéance des options. La Société n'utilise pas la comptabilité de couverture pour les options sur le prix des marchandises. Par conséquent, les gains et les pertes sur ces contrats, matérialisés ou non, figurent dans le poste « Coût des ventes, frais de vente et d'administration ».

Swaps de taux d'intérêt

La Société utilise une partie de sa facilité de crédit sous forme d'avances LIBOR et d'acceptations bancaires. Afin de gérer le risque de variation de taux d'intérêt de la dette, elle utilise des swaps de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas la comptabilité de couverture pour les swaps de taux d'intérêt. Par conséquent, les gains et les pertes sur ces contrats, matérialisés ou non, figurent dans le poste « Gains (pertes) sur réévaluation d'instruments financiers dérivés ».

Impôts sur l'excédent

La Société utilise la méthode des impôts futurs pour comptabiliser ses impôts sur l'excédent. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales futures des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés à l'aide des taux d'imposition qui seront appliqués au cours de l'exercice où les écarts devraient se résorber. Une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des actifs d'impôts futurs lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

Exercice

La Société termine son exercice le dernier samedi d'octobre. L'exercice clos le 31 octobre 2020 comprend 53 semaines et l'exercice clos le 26 octobre 2019 comprend 52 semaines.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

3) Acquisitions d'entreprises

Division alimentation

Le 6 janvier 2020, la Société a acquis, par l'entremise de sa filiale Olymel s.e.c., la majorité des actifs et repris certains passifs d'une entreprise œuvrant dans le secteur agroalimentaire pour une contrepartie de 605 442 $.

La valeur totale des actifs nets acquis ainsi que la contrepartie versée se détaillent comme suit :

	Total $
Actifs nets acquis	
Actifs à court terme	109 630
Placements	514
Immobilisations corporelles	281 797
Actifs incorporels	95 224
Écart d'acquisition	147 170
Total des actifs acquis	634 335
Passifs à court terme	2 424
Revenus reportés	262
Dette à long terme	2 839
Passif d'impôts futurs à long terme	23 368
Total des passifs pris en charge	28 893
Total des actifs nets acquis	605 442
Contrepartie versée	
Comptant	605 442

Le 26 novembre 2018, la Société a acquis, par l'entremise de sa filiale Olymel s.e.c., 100 % des actions dans une entreprise œuvrant dans le secteur des viandes pour une contrepartie de 225 726 $, nette de la trésorerie acquise.

La valeur totale des actifs nets acquis ainsi que la contrepartie versée se détaillent comme suit :

	Total $
Actifs nets acquis	
Actifs à court terme	32 230
Immobilisations corporelles	47 364
Actifs incorporels	134 170
Écart d'acquisition	92 984
Total des actifs acquis	306 748
Passifs à court terme	18 975
Dette à long terme	20 065
Passif d'impôts futurs à long terme	41 982
Total des passifs pris en charge	81 022
Total des actifs nets acquis	225 726
Contrepartie versée	
Comptant, net de la trésorerie acquise de 724 $	225 726

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

3) Acquisitions d'entreprises

Division agriculture

Le 6 janvier 2020, la Société a acquis la majorité des actifs et repris certains passifs d'une entreprise œuvrant dans le secteur agricole pour une contrepartie de 49 708 $. Le 29 juin 2020, la Société a également acquis 100 % des actions d'une entreprise dans le même secteur pour une contrepartie de 3 147 $.

La valeur totale des actifs nets acquis ainsi que les contreparties versées se détaillent comme suit :

	Total $
Actifs nets acquis	
Actifs à court terme	9 229
Immobilisations corporelles	22 587
Actifs incorporels	3 204
Écarts d'acquisition	26 071
Total des actifs acquis	61 091
Passifs à court terme	5 680
Passif d'impôts futurs à long terme	2 556
Total des passifs pris en charge	8 236
Total des actifs nets acquis	52 855
Contreparties versées	
Comptant	52 855

Le 19 novembre 2018, la Société et deux de ses filiales ont acquis les actifs et repris certains passifs d'une entreprise œuvrant dans le secteur agricole pour une contrepartie de 35 521 $.

Le gain à l'acquisition est présenté en diminution des pertes nettes à la cession et à la réévaluation d'actifs à l'état des résultats consolidés.

La valeur totale des actifs nets acquis ainsi que la contrepartie versée se détaillent comme suit :

	Total $
Actifs nets acquis	
Actifs à court terme	23 241
Intérêt dans un partenariat	5 987
Immobilisations corporelles	9 466
Immobilisations corporelles destinées à la vente	1 584
Total des actifs acquis	40 278
Passifs à court terme pris en charge	1 342
Total des actifs nets acquis	38 936
Contrepartie	
Comptant	35 521
Gain à l'acquisition	3 415
Total	38 936

De plus, le 19 novembre 2018, la Société a procédé au remboursement des dettes du partenariat acquis en échange d'un billet à recevoir pour un montant de 39 853 $.

Le 30 novembre 2018, une filiale de la Société a revendu des actifs à court terme acquis dans le cadre de ce regroupement d'entreprises à leur valeur comptable à des partenariats dans lesquels elle a un intérêt pour une contrepartie de 13 924 $. Aucun gain ou perte n'a été comptabilisé suite à cette transaction.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

3) Acquisitions d'entreprises

Division agriculture (suite)

À la suite d'une réorganisation des activités du partenariat acquis, le billet à recevoir par la Société a été transféré à deux entités, soit un montant de 14 166 $ assumé par un autre partenariat et un montant de 25 687 $ assumé par une filiale. Ainsi, le 30 novembre 2018 et le 4 septembre 2019, le partenariat dans lequel un intérêt a été acquis dans le cadre de cette transaction a vendu à une filiale de la Société des actifs à court terme à la valeur comptable pour un montant de 37 750 $ et des actifs à long terme d'une valeur de 8 313 $. En contrepartie, un billet à payer à la Société d'un montant de 25 687 $ a été assumé, des passifs à court terme dont la valeur comptable est de 13 529 $ ont été pris en charge et des actions de cette filiale ont été émises d'une valeur de 6 847 $. L'émission d'actions a généré une participation ne donnant pas le contrôle pour la Société de 3 424 $. À ces mêmes dates, le partenariat dans lequel un intérêt a été acquis dans le cadre de cette transaction a vendu à un autre partenariat de la Société des actifs à la valeur comptable en échange de l'assumation du billet de 14 166 $.

Dans le cadre de cette réorganisation, une évaluation rétroactive des actifs transférés par le partenariat acquis a été effectuée au cours de l'exercice 2020. Cette réévaluation a engendré une augmentation de la valeur des actifs à long terme acquis par la filiale de 2 712 $ ainsi qu'une diminution du billet à recevoir d'un partenariat de la Société d'un montant équivalent.

Division commerce de détail

Le 1er septembre 2019, la Société a acquis par l'entremise de sa filiale une participation de 55 % dans une entreprise œuvrant dans le secteur de la distribution et de la commercialisation de matériaux de construction pour une contrepartie de 47 548 $.

Des ajustements au coût d'acquisition, conformément aux modalités du contrat, ont été versés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2020 relativement à des actifs à court terme excédentaires. Ces ajustements, effectués avant la fin de la période d'évaluation, ont donc eu pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition du montant de cette contrepartie versée, soit 1 550 $.

La valeur totale des actifs nets acquis ainsi que la contrepartie versée se détaillent comme suit :

	Total $
Actifs nets acquis	
Actifs à court terme	86 638
Immobilisations corporelles	11 945
Actifs incorporels	45 377
Écart d'acquisition	42 683
Autres actifs à long terme	2 125
Total des actifs acquis	188 768
Passifs à court terme	26 078
Dette à long terme	62 000
Passif d'impôts futurs à long terme	7 006
Total des passifs pris en charge	95 084
Total des actifs nets acquis	93 684
Contrepartie	
Comptant	49 098
Participation ne donnant pas le contrôle	44 586
Total	93 684

Le groupe d'actionnaires sans contrôle détenant 45 % des intérêts de la filiale bénéficie d'une option de vente d'une portion de ses intérêts à la Société, à l'adoption de ses états financiers pour l'exercice se terminant en 2021, selon les modalités du contrat.

De plus, ce même groupe d'actionnaires sans contrôle bénéficie, après la fin de l'exercice se terminant en 2026, d'une option de vente de la totalité ou d'une portion de ses intérêts à la Société. Dans le cas où une option d'exercice partiel est levée, le rachat des intérêts résiduels pourra s'exercer sur plusieurs exercices jusqu'à concurrence de trois fois.

La Société, par l'entremise de sa filiale, bénéficie d'une option d'achat de la totalité ou d'une portion des intérêts à compter du 31 octobre 2026, selon les modalités du contrat.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

4) Ajustements relatifs aux participations ne donnant pas le contrôle

Le 13 janvier 2020, la Société a conclu un contrat d'approvisionnement avec une filiale permettant à cette dernière d'obtenir les bénéfices reliés à l'usage d'une liste de clients. En contrepartie, la participation de la Société dans cette filiale a augmenté de 12,5 %, portant ainsi sa participation à 87,5 %. Cette transaction a généré une diminution de la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle de 4 079 $ et une hausse équivalente du surplus d'apport.

Le 28 octobre 2018, la Société a exercé son option d'achat de la totalité des parts d'un groupe d'actionnaires sans contrôle d'une filiale de la Société pour une considération totale de 38 729 $. L'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisé en réduction de la réserve pour un montant de 16 455 $ et la participation ne donnant pas le contrôle a été diminuée de 22 274 $.

5) Charges

Les charges comprennent les éléments suivants :

	2020 $	2019 $
Coût des ventes, frais de vente et d'administration		
Coût des stocks	**7 225 354**	6 582 545
Crédits d'impôts à la recherche et développement	**(1 281)**	(1 350)
Aides gouvernementales créditées aux résultats	**(24 038)**	–
Amortissement des immobilisations corporelles	**134 675**	100 600
Amortissement des actifs incorporels	**36 613**	29 874
Amortissement du crédit reporté	**(1 346)**	(1 200)
Frais financiers nets		
Intérêts sur les emprunts bancaires	**442**	1 437
Intérêts sur les obligations découlant des contrats de location-acquisition	**58**	81
Intérêts sur la dette à long terme	**55 181**	49 675
Intérêts sur les actions privilégiées	**1 169**	1 041
Amortissement des coûts de transaction	**2 993**	1 348
Intérêts créditeurs	**(546)**	(2 109)

6) Ristournes

Conformément aux dispositions de la loi régissant la Société, les administrateurs, au cours de leur réunion du 18 janvier 2021, ont déclaré, à même l'excédent de l'exercice, des ristournes de 29 200 $. Ils ont résolu que les ristournes seront versées dans les proportions suivantes :

	2020 $	2019 $
Comptant	**8 760**	5 280
Actions ordinaires de classe D-1	**20 440**	12 320
	29 200	17 600

Les présents états financiers consolidés tiennent compte de cette résolution.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

7) Impôts sur l'excédent

Les principales composantes des impôts sur l'excédent comptabilisées à l'état des résultats consolidés se présentent comme suit :

	2020 $	2019 $
Exigibles	**49 170**	12 984
Futurs	**(18 320)**	165
Impôts sur l'excédent	**30 850**	13 149

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établissent comme suit :

	2020 $	2019 $
Provisions et réserves non admissibles fiscalement	**11 973**	5 163
Pertes reportables	**11 258**	4 047
Autres éléments nets	**(1 842)**	(448)
Actif d'impôts futurs à court terme	**21 389**	8 762
Excédent de la valeur comptable sur la valeur fiscale :		
Immobilisations corporelles	**(103 241)**	(65 390)
Actifs incorporels	**(51 434)**	(58 576)
Placements	**(9 239)**	(5 670)
Pertes reportables	**15 094**	12 887
Avantages sociaux futurs	**11 799**	(671)
Autres	**771**	1 401
Passif d'impôts futurs à long terme	**(136 250)**	(116 019)

8) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend un montant de 23 273 $ utilisé pour garantir des positions relatives à des instruments financiers dérivés.

9) Débiteurs

	2020 $	2019 $
Comptes clients	**572 369**	610 576
Provisions pour créances douteuses	**(12 612)**	(10 713)
	559 757	599 863
Sommes à recevoir de l'État	**18 935**	17 034
Aide gouvernementale à recevoir	**4 224**	–
	582 916	616 897

Le 23 septembre 2020, une filiale de la Société a renouvelé une entente résultant en une cession de créances d'une portion du portefeuille des débiteurs.

10) Stocks

Les stocks se détaillent comme suit :

	2020 $	2019 $
Stocks de la division alimentation	**435 045**	303 024
Stocks de la division agriculture	**418 441**	329 109
Stocks de la division commerce de détail	**158 277**	165 409
	1 011 763	797 542

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

11) Intérêts dans des partenariats

	2020 $	2019 $
Actions dont le pourcentage de détention est de 50 % et 67,7 % de la division alimentation	**79 707**	73 338
Actions dont le pourcentage de détention est de 50 % de la division agriculture [varie entre 50 % et 60 % en 2019]	**116 130**	99 315
Actions dont le pourcentage de détention est de 50 % de la division commerce de détail	**757**	–
Actions dont le pourcentage de détention est de 50 % dans une entreprise du secteur pétrolier	**73 267**	60 842
	269 861	233 495

Division agriculture

Le 20 mars 2020, une filiale de la Société a procédé à la vente de 50 % des actions d'une de ses filiales, portant sa participation à 50 % et générant une perte du contrôle de celle-ci. Le 1er novembre 2019, cette même filiale a procédé à la vente de 40 % des actions d'une autre de ses filiales, portant ainsi sa participation à 50 % et générant également une perte de contrôle.

À la suite de ces deux transactions, des actifs à court terme de 23 378 $, des actifs à long terme de 1 818 $, des passifs à court terme de 18 788 $, des passifs à long terme de 800 $ ainsi qu'une participation ne donnant pas le contrôle de 186 $ ont été décomptabilisés. Les participations conservées, désormais considérées comme des intérêts dans des partenariats, ont été comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, pour un total de 2 765 $. L'écart de 757 $ entre ces éléments et les justes valeurs des contreparties reçues de 1 900 $ a été constaté à titre de pertes nettes à la cession et à la réévaluation d'actifs à l'état des résultats consolidés.

12) Participations dans des entités sous influence notable

	2020 $	2019 $
Actions dont le pourcentage de détention est de 26,3 % de la division alimentation	**2 606**	2 099
Actions dont le pourcentage de détention varie entre 7,6 % et 40,9 % de la division agriculture	**17 472**	14 731
Actions dont le pourcentage de détention varie entre 20 % et 40 % de la division commerce de détail	**20 666**	19 091
	40 744	35 921

Division commerce de détail

Au cours de l'exercice, une réorganisation a eu pour effet d'augmenter le pourcentage de détention de deux entités et modifier l'influence excercée sur celles-ci. Un solde de 595 $ a donc été transféré des participations dans des entités sous influence notable vers les intérêts dans des partenariats.

Le 18 février 2019, la Société, par le biais de sa division commerce de détail, a acquis une participation de 40 % dans une entreprise œuvrant dans le secteur acéricole pour une considération de 17 215 $.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

13) Placements

	2020 $	2019 $
Actions et autres titres de coopératives	**12 811**	13 057
Billet à recevoir, ne portant pas intérêt, remboursable par versements annuels de 3 000 $ et un versement final de 4 000 $, échéant en octobre 2024[1]	**11 744**	14 177
Billet à recevoir, ne portant pas intérêt, remboursable à demande	**11 454**	14 166
Billet à recevoir, remboursable et portant intérêt au taux défini selon les modalités du contrat	**4 618**	4 618
Autres billets à recevoir	**25 711**	27 354
	66 338	73 372
Placements échéant à moins d'un an	**21 439**	27 999
	44 899	45 373

1. Au cours de l'exercice clos le 26 octobre 2019, la Société a dévalué un billet à recevoir d'une valeur de 45 000 $. La Société était et est toujours d'avis qu'il existe un doute raisonnable quant au recouvrement ultime d'une partie du capital. Par conséquent, une charge de dépréciation de 30 823 $ a été enregistrée et présentée à titre de perte nette à la cession et à la réévaluation d'actifs à l'état des résultats consolidés.

14) Immobilisations corporelles

	2020		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur comptable nette $
Terrains	**166 570**	**–**	**166 570**
Pavage	**57 220**	**20 582**	**36 638**
Bâtiments	**1 142 161**	**302 637**	**839 524**
Machinerie et équipement	**1 205 943**	**750 109**	**455 834**
Matériel roulant	**63 229**	**36 459**	**26 770**
Améliorations locatives	**27 912**	**10 747**	**17 165**
Animaux de reproduction	**34 666**	**13 760**	**20 906**
Biens loués en vertu des contrats de location-acquisition			
Bâtiments	**2 596**	**396**	**2 200**
Machinerie et équipement	**1 886**	**1 127**	**759**
	2 702 183	**1 135 817**	**1 566 366**
Immobilisations corporelles destinées à la vente	**–**	**–**	**893**

	2019		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur comptable nette $
Terrains	91 431	–	91 431
Pavage	48 468	17 185	31 283
Bâtiments	910 732	264 938	645 794
Machinerie et équipement	1 066 358	677 811	388 547
Matériel roulant	49 490	31 354	18 136
Améliorations locatives	26 081	9 251	16 830
Animaux de reproduction	23 477	7 022	16 455
Biens loués en vertu des contrats de location-acquisition			
Bâtiments	2 596	313	2 283
Machinerie et équipement	2 208	1 275	933
	2 220 841	1 009 149	1 211 692
Immobilisations corporelles destinées à la vente	–	–	3 689

Au cours de l'exercice, la Société a bénéficié d'aides gouvernementales supportant des investissements en immobilisations de 13 675 $ [4 500 $ en 2019]. Ces montants ne sont assujettis à aucune condition particulière après leur obtention.

Les immobilisations corporelles en cours de construction de la Société ne font pas l'objet d'un amortissement. Leur valeur comptable nette s'élève à 150 504 $ [73 495 $ en 2019].

Le 20 décembre 2018, la Société a procédé à la vente de l'immeuble abritant le siège social, dégageant un gain net de 13 285 $ présenté en réduction des pertes nettes à la cession et à la réévaluation d'actifs à l'état des résultats consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

15) Actifs incorporels

	2020		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur comptable nette $
Marques de commerce	**124 182**	**13 386**	**110 796**
Listes de clients	**263 519**	**50 849**	**212 670**
Droits d'exclusivité d'approvisionnement	**104 455**	**38 718**	**65 737**
Droits de production	**44 922**	**–**	**44 922**
Logiciels et projets de développement informatique	**51 906**	**21 672**	**30 234**
Support financier	**2 275**	**696**	**1 579**
	591 259	**125 321**	**465 938**

	2019		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur comptable nette $
Marques de commerce	122 453	11 610	110 843
Listes de clients	167 898	32 774	135 124
Droits d'exclusivité d'approvisionnement	128 201	51 384	76 817
Droits de production	44 922	-	44 922
Logiciels et projets de développement informatique	40 579	18 141	22 438
Support financier	1 034	211	823
	505 087	114 120	390 967

La valeur comptable des marques de commerce à durée de vie indéfinie ne faisant pas l'objet d'amortissement est de 94 292 $ [91 788 $ en 2019].

16) Emprunts bancaires

Le montant d'emprunts bancaires provient de facilités de crédit à demande de filiales.

Pour l'une des filiales, la facilité de crédit à demande, renouvelable annuellement et autorisée par voie d'emprunts, d'avances, de lettres de crédit et de lettres de garantie, totalise 17 000 $ en 2020 et en 2019 jusqu'à concurrence d'un montant global de 6 000 $ en 2020 et en 2019 pour les lettres de crédit et les lettres de garantie. Aucun montant n'était utilisé au 31 octobre 2020 par voie de découverts [967 $ utilisé par voie de découverts en 2019]. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel, soit 2,45 % en 2020 [3,95 % en 2019]. La Société est garante solidairement de la totalité des sommes dues en vertu de cette entente.

Pour d'autres filiales garantes solidairement, le crédit d'exploitation rotatif à demande est renouvelable annuellement, et ne peut en aucun temps excéder le plus élevé de 4 300 $ et d'un montant basé sur les débiteurs et les stocks de ces filiales, soit 3 367 $ au 31 octobre 2020 [2 626 $ au 26 octobre 2019]. Le crédit d'exploitation rotatif porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,50 %, soit un taux de 2,95 % en 2020 [4,45 % en 2019]. Un montant de 642 $ était utilisé au 31 octobre 2020 [308 $ en 2019].

Une filiale détenue par la Société au 26 octobre 2019 disposait d'un prêt à demande renouvelable annuellement, au montant autorisé de 7 500 $, dont 4 250 $ était utilisé en 2019 et portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %, soit 4,20 %. Le prêt à demande était garanti par les débiteurs et les stocks de cette filiale d'une valeur comptable de 7 913 $ en 2019.

Une autre filiale détenue par la Société au 26 octobre 2019 disposait d'un prêt à demande renouvelable annuellement, au montant autorisé de 10 000 $, dont 8 000 $ était utilisé en 2019 et portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %, soit 4,20 %. Le prêt à demande était garanti par les débiteurs et les stocks de cette filiale d'une valeur comptable de 13 543 $ en 2019.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

17) Créditeurs et charges à payer

	2020 $	2019 $
Comptes fournisseurs et charges à payer	**784 312**	704 804
Sommes à remettre à l'État	**11 450**	7 860
Intérêts courus sur la dette à long terme	**2 453**	1 620
	798 215	714 284

18) Obligations découlant des contrats de location-acquisition

	2020 $	2019 $
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, portant intérêt au taux fixe de 3,20 %, remboursable par versements mensuels de 12 $, capital et intérêts, et d'un versement en capital de 1 222 $ à l'échéance en juillet 2022	**1 404**	1 501
Obligations découlant des contrats de location-acquisition, portant intérêt à des taux fixes variant de 6,06 % à 6,10 % en 2020 [1,95 % à 6,93 % en 2019], remboursables par versements mensuels variant de 0,1 $ à 21 $ en capital et intérêts, échéant entre décembre 2020 et juin 2021	**23**	327
	1 427	1 828
Obligations découlant des contrats de location-acquisition exigibles à moins d'un an	**123**	400
	1 304	1 428

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	$
2021	**123**
2022	**1 304**

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

19) Dette à long terme

	2020 $	2019 $
Facilité de crédit[1] utilisée par voie d'emprunts sur marge au taux préférentiel de 2,45 % [3,95 % en 2019], par voie d'acceptations bancaires à des taux variant de 3,00 % à 3,01 % [4,12 % en 2019] et sous forme d'avances LIBOR à des taux variant de 2,68 % à 2,71 % [3,80 % à 3,90 % en 2019], échéant en juin 2023	**913 799**	433 232
Crédit à terme[2], utilisé par voie d'avances LIBOR au taux de 2,71 % [par voie d'emprunts sur marge au taux préférentiel de 3,95 % et d'acceptations bancaires au taux de 4,10 % en 2019], échéant en janvier 2021	**90 000**	200 000
Crédit à terme, garanti par des hypothèques immobilières sur certains actifs, comportant deux tranches portant intérêt aux taux fixes de 5,00 % et 4,64 %, remboursables en sept versements annuels en capital de 8 571 $ et 5 714 $ à compter du 1er novembre 2023	**100 000**	100 000
Crédit à terme d'une filiale, garanti par une hypothèque immobilière sur certains actifs, utilisé par voie d'emprunts sur marge au taux préférentiel plus 1 %, soit 3,45 %, remboursable par versements trimestriels en capital de 625 $ et comportant des modalités supplémentaires de remboursement de capital, échéant le 29 octobre 2023	**85 000**	–
Emprunts de filiales, garantis par des hypothèques immobilières sur l'universalité des biens de ces filiales, portant intérêt à taux fixes variant de 2,35 % à 3,24 % [4,45 % à 5,95 % en 2019]. Ces emprunts sont remboursables par versements mensuels au montant total de 169 $, échéant entre juin 2037 et juin 2039	**28 991**	30 308
Crédit à terme, à taux fixe de 6,50 %, remboursé en décembre 2019	**–**	25 000
Billet à payer d'une filiale, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %, soit 3,20 % [4,70 % en 2019], remboursable par versements annuels en capital de 7 625 $, échéant le 10 janvier 2022	**15 250**	22 875
Balance de prix d'achat à payer, portant intérêt au moindre de 4 % et du taux préférentiel, soit 3,95 % en 2019, remboursé en février 2020	**–**	20 000
Crédit à terme d'une filiale, garanti par une hypothèque immobilière sur l'universalité des biens de cette filiale, comportant deux tranches, à taux fixe de 6 %, remboursable par versements trimestriels égaux de 317 $ à compter de décembre 2021, échéant le 31 décembre 2022	**19 000**	–
Emprunts hypothécaires d'une filiale, garantis par des hypothèques mobilières et immobilières, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 %, soit 2,30 % [3,80 % en 2019], échéant entre juin 2027 et juin 2032	**7 295**	8 762
Emprunt, portant intérêt au taux variable CDOR 1 mois, soit 0,47 %, remboursable sur demande	**6 783**	–
Emprunt hypothécaire d'une filiale, garanti par une hypothèque sur un bâtiment et un terrain de la filiale pour une valeur comptable de 12 759 $ au 31 octobre 2020 [13 499 $ en 2019], portant intérêt au taux fixe de 7,76 %, remboursable par versements mensuels de 83 $, capital et intérêts, échéant en mars 2023	**4 414**	5 045
Autres dettes, à des taux variant de 0 % à 5,00 % [0 % à 5,20 % en 2019], échéant entre novembre 2020 et mai 2023	**3 298**	3 144
	1 273 830	848 366
Coûts de transaction	**(5 159)**	(4 420)
	1 268 671	843 946
Dette à long terme exigible à moins d'un an	**108 977**	255 700
	1 159 694	588 246

1. La Société dispose d'une facilité de crédit globale de 1 350 000 $ en 2020 [1 000 000 $ en 2019] de crédit rotatif, garantie par certains actifs. La Société peut utiliser ce crédit selon les formes suivantes : emprunts sur marge en dollars canadiens et/ou américains, acceptations bancaires, avances LIBOR libellées en dollars américains et lettres de garantie. Le taux d'intérêt est déterminé à partir d'une grille de taux qui varie en fonction d'un ratio financier calculé trimestriellement sur une base consolidée.

2. La Société dispose d'un crédit à terme, garanti par certains actifs, qu'elle peut utiliser selon les formes suivantes : emprunts sur marge en dollars canadiens et/ou américains, acceptations bancaires et avances LIBOR libellées en dollars américains. Le taux d'intérêt est déterminé à partir d'une grille de taux qui varie en fonction d'un ratio financier calculé trimestriellement sur une base consolidée.

La dette à long terme de la Société est sujette au respect de certains ratios financiers calculés sur la base des états financiers consolidés de la Société. En date du 31 octobre 2020, la Société respecte ces ratios financiers.

Le 20 décembre 2019, la Société a obtenu un financement d'un an sous forme de crédit à terme de 200 000 $ dont les modalités de remboursement étaient fonction de la réalisation d'événements précis. Ce crédit à terme a été remboursé en totalité le 30 octobre 2020.

Les remboursements de capital exigibles au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit : 2021 – 108 977 $; 2022 – 13 086 $; 2023 – 937 517 $; 2024 – 93 456 $; 2025 – 115 635 $.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

20) Crédit reporté

La valeur à neuf des immobilisations établie dans le cadre des recouvrements d'assurances a été revue en 2019 et des dépenses supplémentaires couvertes par l'assureur ont été engagées en 2020, engendrant un crédit reporté supplémentaire pour la division alimentation et la division agriculture au cours de ces exercices.

21) Avantages sociaux futurs

La Société évalue ses obligations au titre des régimes à prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes à la fin de chaque exercice. Les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées en date du 31 décembre 2019 sauf une qui a été effectuée au 31 décembre 2018. L'évaluation actuarielle pour les avantages complémentaires de retraite a été effectuée en date du 31 mars 2020. Les prochaines évaluations actuarielles doivent être effectuées en date du 31 décembre 2022 sauf une qui sera effectuée au 31 décembre 2021 pour les régimes de retraite et une autre en date du 31 mars 2023 pour les avantages complémentaires de retraite.

Les informations relatives aux régimes de retraite et aux avantages complémentaires se présentent comme suit :

2020	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Obligations au titre des prestations définies	223 055	25 190	248 245
Juste valeur des actifs des régimes	214 685	–	214 685
Passif net au titre des prestations définies	(8 370)	(25 190)	(33 560)

2019	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Obligations au titre des prestations définies	243 319	22 914	266 233
Juste valeur des actifs des régimes	267 871	–	267 871
Actif (passif) net au titre des prestations définies	24 552	(22 914)	1 638

L'actif et le passif au titre des prestations définies sont présentés comme suit au bilan consolidé de la Société :

2020	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Actif au titre des prestations définies	44 201	–	44 201
Passif au titre des prestations définies	(52 571)	(25 190)	(77 761)
Passif net au titre des prestations définies	(8 370)	(25 190)	(33 560)

2019	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Actif au titre des prestations définies	72 542	–	72 542
Passif au titre des prestations définies	(47 990)	(22 914)	(70 904)
Actif (passif) net au titre des prestations définies	24 552	(22 914)	1 638

Le coût des régimes de retraite à prestations définies se compose de ce qui suit :

2020	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 351	1 366	6 717
Coût (revenu) financier	(513)	1 200	687
Réévaluations et autres éléments	36 593	787	37 380
Coût des avantages sociaux futurs	41 431	3 353	44 784

2019	Régimes de retraite $	Avantages complémentaires $	Total $
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 924	1 366	7 290
Coût financier	3	1 174	1 177
Réévaluations et autres éléments	(17 365)	(1 372)	(18 737)
Coût (revenu) des avantages sociaux futurs	(11 438)	1 168	(10 270)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

21) Avantages sociaux futurs

Le 6 octobre 2020, la Société et une de ses filiales ont procédé à un achat de rentes pour certains de leurs régimes de retraite. Les engagements attachés aux participants retraités ont été transférés suite à cette transaction, alors que les engagements relatifs aux participants différés et transférés ont été conservés par la Société. Cette opération a eu un effet de 25 118 $ sur le coût des avantages sociaux futurs de l'exercice clos le 31 octobre 2020.

22) Capital social

[Les montants présentés dans le descriptif du capital social sont exprimés en dollars.]

Le capital social de la Société est variable et illimité quant au nombre d'actions qui peuvent être émises, et les privilèges, restrictions et conditions y afférents sont déterminés par le conseil d'administration. Le capital social se compose de ce qui suit :

Actions privilégiées

Actions privilégiées de classe A, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration. Elles sont émises lors de la conversion des actions ordinaires souscrites par un sociétaire qui ne remplit pas les obligations de son contrat avec la Société ou lorsque les obligations du contrat ne sont pas renouvelées.

Actions privilégiées d'investissement

Actions privilégiées d'investissement Série 1 – FSTQ, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 24 octobre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 1 – FSTQ, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 2 – CRCD, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 24 octobre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 2 – CRCD, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 3 – ESSOR, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 24 octobre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 3 – ESSOR, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 4 – FONDACTION, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 24 octobre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 4 – FONDACTION, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 5 – FSTQ, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 24 octobre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 5 – FSTQ, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 6 – 2017, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 1er juin 2020. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 6 – 2017, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 7 – 2019, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 1er novembre 2022. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 7 – 2019, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Actions privilégiées d'investissement Série 8 – 2020, d'une valeur nominale de 100 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration à compter du 1er octobre 2023. Elles comportent un dividende annuel au taux fixé par la convention de souscription Série 8 – 2020, cumulatif et préférentiel à l'exception des intérêts sur les actions du Régime d'investissement coopératif et payable semestriellement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

22) Capital social

Actions privilégiées du Régime d'investissement coopératif

Actions privilégiées, d'une valeur nominale de 10 $, émises en vertu du Régime d'investissement coopératif à des employés de la Société, portant intérêt à un taux fixé par le conseil d'administration. Elles sont rachetables à leur valeur nominale, sur décision du conseil d'administration à compter de la cinquième année suivant celle de l'émission.

Actions ordinaires

Actions ordinaires de classe A, d'une valeur nominale de 25 $. Leur détention est une condition préalable à la qualification de sociétaire et au droit de vote. Elles sont rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration.

Actions ordinaires de classe AA, d'une valeur nominale de 25 $. Leur détention est une condition préalable à la qualification de sociétaire de la section filière porcine et au droit de vote. Elles sont rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration.

Actions ordinaires de classe B-1, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration, mais seulement à compter du jour suivant la date du cinquième anniversaire de leur émission. Toutefois, le conseil d'administration ne pourra racheter des actions ordinaires de classe B-1 s'il y a des actions ordinaires en circulation de classe D-1. Elles ont été émises aux sociétaires à titre de versement partiel de ristournes.

Actions ordinaires de classe D-1, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration, mais seulement à compter du jour suivant la date du cinquième anniversaire de leur émission. Elles ont été émises aux sociétaires à titre de versement partiel de ristournes.

Actions ordinaires de classe P-1, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration, mais seulement à compter du jour suivant la date du cinquième anniversaire de leur émission. La date de rachat devra également correspondre à celle des actions ordinaires de classe D-1 émises au cours de la même année. Elles ont été émises aux sociétaires à titre de versement partiel de ristournes.

Actions ordinaires de classe P-2, Séries 1 à 267, d'une valeur nominale de 25 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration. Toutefois, le conseil d'administration ne pourra racheter des actions ordinaires de classe P-2 s'il y a des actions ordinaires en circulation autres que des actions ordinaires de classe B-1, D-1 ou P-1. Elles ont été émises aux sociétaires à titre de dividende sur actions ordinaires de classe AA.

Actions ordinaires de classe P-100, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration. Elles ont été émises aux sociétaires à titre de dividende déterminé discrétionnaire.

Actions ordinaires de classe P-200, d'une valeur nominale de 1 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration.

Actions ordinaires de classe MEMBRES AUXILIAIRES, d'une valeur nominale de 25 $, ne comportant pas de droit de vote et rachetables à leur valeur nominale sur décision du conseil d'administration.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

22) Capital social

À la fin de l'exercice, les actions émises et payées étaient réparties comme suit :

	Nombre		Montant	
	2020	2019	**2020** $	2019 $
Actions privilégiées				
Classe A	**368 951**	368 951	**369**	369
Actions d'investissement Série 1 – FSTQ	**500 000**	500 000	**50 000**	50 000
Actions d'investissement Série 2 – CRCD	**500 000**	500 000	**50 000**	50 000
Actions d'investissement Série 3 – ESSOR	**50 000**	50 000	**5 000**	5 000
Actions d'investissement Série 4 – FONDACTION	**250 000**	250 000	**25 000**	25 000
Actions d'investissement Série 5 – FSTQ	**250 000**	250 000	**25 000**	25 000
Actions d'investissement Série 6 – 2017	**2 000 000**	2 000 000	**200 000**	200 000
Actions d'investissement Série 7 – 2019	**3 000 000**	3 000 000	**300 000**	300 000
Actions d'investissement Série 8 – 2020	**1 500 000**	–	**150 000**	–
Régime d'investissement coopératif				
Série 2014, rachetables à compter de 2020, 3,5 %	**–**	543 568	**–**	5 436
Série 2015, rachetables à compter de 2021, 3,5 %	**635 715**	635 715	**6 357**	6 357
Série 2016, rachetables à compter de 2022, 3,5 %	**633 667**	633 667	**6 337**	6 337
Série 2017, rachetables à compter de 2023, 3,5 %	**710 610**	710 610	**7 106**	7 106
Série 2018, rachetables à compter de 2024, 3,75 %	**763 255**	763 255	**7 632**	7 632
Série 2019, rachetables à compter de 2025, 3,5 %	**806 234**	–	**8 062**	–
	11 968 432	10 205 766	**840 863**	688 237
Coûts de transaction	**–**	–	**(7 211)**	(5 533)
	11 968 432	10 205 766	**833 652**	682 704
Actions privilégiées présentées à titre de passif financier	**(635 715)**	(543 568)	**(6 357)**	(5 436)
	11 332 717	9 662 198	**827 295**	677 268
Actions ordinaires				
Classe A	**31 740**	30 969	**794**	774
Classe AA	**2 580**	2 570	**64**	64
Classe B-1	**42 425 854**	42 443 296	**42 426**	42 443
Classe D-1	**263 428 800**	242 816 806	**263 428**	242 817
Classe P-1	**4 983 189**	4 991 204	**4 983**	4 991
Classe P-2	**252**	251	**7**	7
Classe P-100	**23 603 991**	23 681 925	**23 604**	23 682
Classe P-200	**1 166 285**	–	**1 166**	–
MEMBRES AUXILIAIRES	**480**	480	**12**	12
	335 643 171	313 967 501	**336 484**	314 790
	346 975 888	323 629 699	**1 163 779**	992 058

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

22) Capital social

Les opérations de l'exercice se détaillent comme suit :

	Nombre		Montant	
	2020	2019	**2020 $**	2019 $
Actions privilégiées				
Solde au début de l'exercice	**10 205 766**	6 914 962	**682 704**	382 197
Émission :				
Actions d'investissement Série 7 – 2019	**–**	3 000 000	**–**	300 000
Actions d'investissement Série 8 – 2020	**1 500 000**	–	**150 000**	–
Régime d'investissement coopératif Série 2019 [Série 2018 en 2019]	**806 234**	763 255	**8 062**	7 632
Coûts de transaction	**–**	–	**(1 678)**	(2 607)
	2 306 234	3 763 255	**156 384**	305 025
Transfert :				
Classe A	**–**	39 289	**–**	40
Rachat :				
Classe A	**–**	(62 265)	**–**	(63)
Régime d'investissement coopératif Série 2014 [Série 2013 en 2019]	**(543 568)**	(449 475)	**(5 436)**	(4 495)
	(543 568)	(511 740)	**(5 436)**	(4 558)
	11 968 432	10 205 766	**833 652**	682 704
Régime d'investissement coopératif, rachetable à moins d'un an, Série 2015 [Série 2014 en 2019]	**(635 715)**	(543 568)	**(6 357)**	(5 436)
Solde à la fin de l'exercice	**11 332 717**	9 662 198	**827 295**	677 268
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	**313 967 501**	306 678 420	**314 790**	307 411
Émission :				
Classe A	**1 047**	5 170	**27**	129
Classe AA	**50**	130	**1**	3
Classe D-1	**20 687 695**	12 320 046	**20 687**	12 320
Classe P-2	**5**	13	**–**	–
Classe P-100	**–**	5 365 942	**–**	5 366
Classe P-200	**1 169 453**	–	**1 169**	–
MEMBRES AUXILIAIRES	**–**	10	**–**	–
	21 858 250	17 691 311	**21 844**	17 818
Transfert :				
Classe A	**–**	(80)	**–**	(2)
Classe B-1	**–**	(4 756)	**–**	(5)
Classe D-1	**–**	(32 533)	**–**	(33)
	–	(37 369)	**–**	(40)
Rachat :				
Classe A	**(276)**	(1 422)	**(7)**	(35)
Classe AA	**(40)**	(30)	**(1)**	–
Classe B-1	**(17 442)**	(9 352)	**(17)**	(10)
Classe D-1	**(75 701)**	(10 293 153)	**(76)**	(10 293)
Classe P-1	**(8 015)**	(8 054)	**(8)**	(8)
Classe P-2	**(4)**	(3)	**–**	–
Classe P-100	**(77 934)**	(52 827)	**(78)**	(53)
Classe P-200	**(3 168)**	–	**(3)**	–
MEMBRES AUXILIAIRES	**–**	(20)	**–**	–
	(182 580)	(10 364 861)	**(190)**	(10 399)
Solde à la fin de l'exercice	**335 643 171**	313 967 501	**336 484**	314 790

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

22) Capital social

Le 3 septembre 2020, les administrateurs ont résolu de procéder à une émission d'actions privilégiées du Régime d'investissement coopératif, Série 2020, en date du 30 novembre 2020, en vertu de laquelle 978 500 actions privilégiées ont été émises pour une contrepartie au comptant de 9 785 $. Le 3 septembre 2020, ils ont également résolu de racheter, à compter du 30 novembre 2020, 635 715 actions privilégiées émises en vertu du Régime d'investissement coopératif, Série 2015, pour une contrepartie au comptant de 6 357 $.

Le 15 janvier 2020, les administrateurs ont déclaré un dividende déterminé de 2 437 $. Ce dividende a été versé au comptant pour un montant de 1 219 $ et sous forme d'actions ordinaires de classe P-200 au montant de 1 218 $. Un solde de 125 $ a été compensé auprès d'une filiale de la Société.

Le 5 septembre 2019, les administrateurs ont résolu de procéder à une émission d'actions privilégiées du Régime d'investissement coopératif, Série 2019, en date du 30 novembre 2019, en vertu de laquelle 806 234 actions privilégiées ont été émises pour une contrepartie au comptant de 8 062 $. Le 5 septembre 2019, ils ont également résolu de racheter, à compter du 30 novembre 2019, 543 568 actions privilégiées émises en vertu du Régime d'investissement coopératif, Série 2014, pour une contrepartie au comptant de 5 436 $.

Le 16 janvier 2019, les administrateurs ont résolu de racheter 10 253 000 actions ordinaires de classe D-1 émises en 2010 et 2011 et 16 000 actions privilégiées de classe A, ayant les mêmes années de référence, pour une contrepartie au comptant de 10 269 $.

Le 16 janvier 2019, les administrateurs ont également déclaré un dividende déterminé de 11 179 $. Ce dividende a été versé au comptant pour un montant de 5 590 $ et sous forme d'actions ordinaires de classe P-100 au montant de 5 589 $. Un solde de 430 $ a été compensé auprès d'une filiale de la Société.

23) Engagements et éventualités

a) Contrats reliés aux opérations

La Société loue des bâtiments et de l'équipement en vertu de contrats de location-exploitation à long terme, et a également pris des engagements à l'égard d'équipements informatiques et de logiciels. Les engagements minimums futurs de la Société pour ces contrats s'établissent à 194 466 $ et se répartissent comme suit pour les prochains exercices : 2021 – 36 933 $; 2022 – 30 862 $; 2023 – 26 740 $; 2024 – 21 997 $; 2025 – 14 782 $ et suivants – 63 152 $.

b) Rachat des parts des actionnaires sans contrôle

Division alimentation

Un groupe d'actionnaires sans contrôle d'une des filiales de la Société, détenant 2,8 % des parts de cette filiale, bénéficie à compter du 31 décembre 2023, d'une option de vente de la totalité de ses parts à la Société, laquelle est dans l'obligation de les racheter ou d'exiger que sa filiale procède au rachat des parts. La cession des parts ainsi que le paiement de leur prix de vente pourront être effectués en un maximum de quatre tranches annuelles, égales et consécutives, ou plus rapidement, selon les modalités du contrat. De plus, ce même groupe d'actionnaires sans contrôle bénéficie d'une option d'échange de ses actions dans un partenariat contre des parts de la filiale de la Société. Les parts ainsi acquises dans la filiale de la Société font également l'objet d'une option de vente, avec les mêmes modalités de rachat, effective à compter du septième anniversaire de leur émission.

Un autre groupe d'actionnaires sans contrôle d'une des filiales de la Société, détenant 5 % des parts de cette filiale, bénéficie d'une option de vente de la totalité ou de 50 % de ses parts à la Société, laquelle est dans l'obligation de les racheter ou d'exiger que sa filiale procède au rachat des parts. Dans le cas où une option d'exercice partiel est levée, le rachat des parts résiduelles pourra être exercé à compter du cinquième anniversaire de la date du premier avis d'exercice partiel des parts. La cession des parts ainsi que le paiement de leur prix de vente pourront être effectués en un maximum de deux tranches annuelles, égales et consécutives, ou plus rapidement, selon les modalités du contrat et ce, si les options sont exercées le ou avant le 30 octobre 2026, alors qu'elles le seront en un maximum de trois tranches annuelles, égales et consécutives, ou plus rapidement, si les options sont exercées après le 30 octobre 2026.

Division agriculture

Un groupe d'actionnaires sans contrôle, détenant 12,5 % des actions d'une filiale [25 % en 2019], bénéficie d'une option de vente de la totalité de ses actions à la Société à partir du 4 juillet 2021 jusqu'à la date d'expiration de l'option, soit le 4 juillet 2023. La Société est dans l'obligation de racheter les actions au moment de l'exercice de l'option ou de procéder au rachat lors de l'extinction de l'option, soit le 4 juillet 2023. Le prix de rachat est fonction de la valeur de la filiale, et comporte un prix plancher.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

23) Engagements et éventualités

c) Réclamations et litiges

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à diverses réclamations et actions. Ces litiges sont souvent entourés de nombreuses incertitudes, et l'issue des causes individuelles est imprévisible. Selon la direction, les réclamations et actions sont suffisamment provisionnées ou couvertes par des polices d'assurance, et leur règlement ne devrait pas avoir d'effet défavorable notable sur la situation financière de la Société.

d) Autres engagements

Le 6 janvier 2020, la Société a participé à la constitution d'une société en commandite dans le but de former un partenariat agricole dont l'activité principale sera la commercialisation de grains au Québec. La Société s'est engagée à transférer des actifs et des droits d'utilisation ayant une valeur comptable de 6 002 $ au 31 octobre 2020 en contrepartie de parts dans la société en commandite.

24) Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser un tiers pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à des garanties, à des pertes ou à des endommagements de biens et à des réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services.

Les notes 16, 18, 19 et 23 des états financiers consolidés fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Le paragraphe qui suit présente des informations additionelles.

Contrats de cautionnement

La Société s'est engagée, par voie de lettres de crédit auprès d'institutions financières et de compagnies d'assurance, à l'égard d'obligations totalisant 48 975 $ au 31 octobre 2020 [49 312 $ en 2019]. De même, la Société s'est engagée, par voie de lettres de confort auprès d'institutions financières et de fournisseurs à l'égard de cautionnements à des intérêts dans des partenariats et à des filiales. Le solde de ces montants dus au 31 octobre 2020 s'élève à 37 247 $ [45 898 $ en 2019]. L'engagement de la Société à l'égard des montants dus est de racheter les stocks, lesquels totalisent 82 643 $ au 31 octobre 2020 [77 792 $ en 2019].

25) Instruments financiers

a) Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses affaires, la Société fait appel à divers instruments financiers dérivés tels que des contrats de change, des contrats à terme, des swaps et des options sur le prix des marchandises et des devises afin de minimiser les risques découlant des fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des marchandises. Ces instruments ne sont utilisés qu'à des fins de gestion des risques.

Instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée

Contrats de change et swaps de devises

Le tableau suivant présente les montants relatifs à des contrats de change et des swaps de devises s'étalant sur des périodes n'excédant pas un an :

Type	Pays	Notionnel en devises	Taux de change moyen	
			2020	2019
Vente	États-Unis	**126 000 $ US** [22 500 $ US en 2019]	**1,3325**	1,3176
Vente	Japon	**2 968 762 ¥** [2 944 448 ¥ en 2019]	**0,012570**	0,012261
Vente	Australie	**782 $ A** [7 217 $ A en 2019]	**0,9483**	0,9050
Achat	Europe	**3 725 €** [8 313 € en 2019]	**1,5681**	1,4647

Swaps de devises sur la dette

Afin de gérer les risques liés à la variation du taux de change, la Société utilise des instruments financiers dérivés pour fixer en dollars canadiens les versements sur les dettes libellées en dollars américains. Au 31 octobre 2020, une avance d'une valeur de 707 287 $ US [240 100 $ US en 2019] a ainsi fait l'objet d'une relation de couverture par le biais d'ententes de devises sur la dette. Ces instruments financiers permettent de couvrir l'impact de la variation du taux de change de cette avance sur un équivalent en dollars canadiens de 935 000 $ [320 000 $ en 2019].

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

25) Instruments financiers

a) Instruments financiers dérivés (suite)

Instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

Contrats à terme, options et swaps sur le prix des marchandises et de devises

La Société a conclu des contrats à terme d'achat et de vente fixant le prix de divers grains avec ses fournisseurs et ses clients. Le tableau suivant présente les montants relatifs à ces contrats :

	2020		2019	
	Notionnel $	**Gain (perte) $**	Notionnel $	Gain (perte) $
Contrats de vente	**651 078**	**7 215**	337 255	(546)
Contrats d'achat	**436 896**	**22 421**	311 059	9 408
Position nette – Vente	**214 182**	**29 636**	26 196	8 862

La Société a également conclu, avec des institutions financières et sur les marchés, des contrats à terme sur le prix de divers grains et de devises et des swaps de devises, aux fins de la gestion du risque de fluctuation du coût des grains. Le tableau suivant présente les montants relatifs à ces contrats :

	2020		2019	
	Notionnel $	**Gain (perte) $**	Notionnel $	Gain (perte) $
Swaps et contrats de vente	**309 765**	**(5 585)**	250 998	2 909
Swaps et contrats d'achat	**432 058**	**1 413**	323 349	4 279
Position nette – Achat	**122 293**	**(4 172)**	72 351	7 188

La Société a conclu des contrats à terme et des swaps sur le prix des marchandises, soit le prix du porc et de l'engrais, et sur des devises, aux fins de la gestion du risque de fluctuation du prix. Le tableau suivant présente les montants relatifs à ces contrats :

	2020		2019	
	Notionnel $	**Gain (perte) $**	Notionnel $	Gain (perte) $
Swaps et contrats de vente	**221 076**	**(1 528)**	121 169	2 003
Swaps et contrats d'achat	**270 919**	**6 111**	64 034	654
Position nette – Achat [Vente en 2019]	**49 843**	**4 583**	57 135	2 657

La Société a également conclu des options sur le prix du porc aux fins de la gestion du risque de fluctuation du prix. La Société a comptabilisé une perte de 1 235 $ [un gain de 422 $ en 2019] à l'état des résultats consolidés. La juste valeur de ces options augmente les passifs financiers de 3 537 $ [diminue les actifs financiers de 674 $ en 2019].

Les tableaux ci-dessus présentent les montants des notionnels des instruments financiers dérivés. Ces montants correspondent au montant contractuel utilisé à titre de référence pour le calcul du montant des paiements. Les montants des notionnels ne sont en général pas échangés par les contreparties et ne reflètent pas l'exposition de la Société en cas de défaut.

Swaps de taux d'intérêt

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés pour fixer les taux d'intérêt originalement variables en taux d'intérêt fixes. Au 31 octobre 2020, des swaps de taux d'intérêt en vertu desquels la Société reçoit des intérêts au taux variable CDOR 1 mois, soit 0,47 %, sur un notionnel de 600 000 $ sont en vigueur. La Société paie des intérêts à taux fixes variant de 1,09 % à 1,98 %. Ces swaps prévoient le règlement mensuel au net des intérêts reçus et payés. Ces swaps viennent à échéance de décembre 2024 à mai 2027.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

25) Instruments financiers

b) Juste valeur des instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir (ou payer) pour mettre fin aux contrats ouverts à la fin de l'exercice. Les cours obtenus des banquiers de la Société sont comparés aux cours affichés par les marchés financiers à leur fermeture.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est la suivante :

Dérivés	**2020 $**	2019 $
Contrats à terme, options et swaps, sur le prix des marchandises et de devises – actif	**46 782**	36 398
Contrats à terme, options et swaps, sur le prix des marchandises et de devises – passif	**(20 545)**	(18 264)
Swaps de taux d'intérêt - passif	**(31 234)**	–
	(4 997)	18 134

Aucun montant n'a été comptabilisé, relativement à l'inefficacité des relations de couverture, dans l'état des résultats consolidés pour les exercices 2020 et 2019 relativement aux contrats de change, aux swaps de devises désignés et aux swaps de devises sur la dette.

Un montant de 35 049 $ a été comptabilisé à titre de « Pertes sur réévaluation d'instruments financiers dérivés » dans l'état des résultats consolidés pour des swaps de taux d'intérêt.

c) Nature et ampleur des risques relatifs aux instruments financiers et gestion de ces risques

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque qu'une partie à un instrument financier ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations et qu'il en résulte pour la Société une perte financière. L'exposition maximale au risque de crédit pour la Société correspond à la valeur comptable des instruments financiers suivants :

Comptes clients et billets à recevoir

Dans le cours normal de ses affaires, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit pour tout nouveau client. Afin de se prémunir contre les pertes financières reliées au crédit accordé, la Société a une politique déterminant les conditions de crédit pour les diverses sphères d'activités. Les limites de crédit sont établies spécifiquement par secteur et par client et elles sont revues périodiquement. La Société établit la provision pour créances douteuses en tenant compte du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des clients. De plus, la Société détient des sûretés pouvant lui accorder un recours en cas de défaut, sur des actifs et placements de certains clients. La Société croit que la concentration du risque de crédit à l'égard des comptes clients et des billets à recevoir est minime, en raison de la diversité de ses clients et de leurs secteurs d'activité.

Dérivés

Le risque de crédit afférent aux instruments financiers dérivés est limité aux gains non matérialisés, le cas échéant. La Société est susceptible de subir des pertes si les parties sont en défaut d'exécution des engagements liés à ces instruments. Toutefois, la Société estime que le risque de telles inexécutions est faible, compte tenu qu'elle ne traite qu'avec des institutions financières hautement cotées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses engagements liés à ses passifs financiers.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions financières détaillées ainsi qu'en élaborant un plan stratégique des acquisitions à long terme. La gestion de la trésorerie à un niveau consolidé requiert une surveillance constante des rentrées et des sorties de fonds prévues à partir de projections de la situation financière consolidée de la Société. Le risque de liquidité est évalué en fonction des volatilités historiques, des besoins saisonniers, des obligations financières à court terme et des engagements de la dette à long terme.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

25) Instruments financiers

c) Nature et ampleur des risques relatifs aux instruments financiers et gestion de ces risques (suite)

Risque de marché

Risque de change

La Société effectue fréquemment des ventes et des achats à l'étranger. La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change, des swaps de devises et des options sur le prix des devises.

Les principaux risques de change de la Société sont couverts par une trésorerie centralisée. Les risques de change sont gérés conformément à la politique de gestion du risque de change. L'objectif visé par la politique est de protéger les profits d'exploitation de la Société en éliminant l'exposition à la fluctuation de change. La politique en matière de change interdit toute opération à des fins de spéculation.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt afférent aux actifs et passifs financiers découle des variations des taux d'intérêt que la Société pourrait subir. La Société estime que les billets à recevoir, les découverts bancaires, les emprunts bancaires et les obligations découlant de la dette à long terme portant intérêt à des taux variables présentent un risque de flux de trésorerie compte tenu que la Société pourrait subir les incidences négatives en cas de variation des taux d'intérêt.

La gestion de la trésorerie centralisée vise à apparier et à orchestrer la combinaison appropriée de dettes à intérêt fixe et à intérêt variable pour minimiser l'impact de la fluctuation des taux d'intérêt. De plus, afin de protéger sa dette à long terme contre les risques découlant des variations de taux d'intérêt, elle utilise des swaps de taux d'intérêt.

Autres risques de prix

Risques associés à la volatilité des prix des marchandises

Les prix des intrants dépendent de plusieurs facteurs externes à la Société. L'extrême volatilité des prix résulte de l'évolution constante des marchés d'approvisionnement. La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de prix de ces marchandises, elle utilise des contrats à terme, des swaps et des options sur le prix des marchandises.

26) Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses affaires, la Société effectue des transactions avec ses partenariats. Ces transactions, mesurées à leur valeur d'échange, se résument comme suit :

	2020 $	2019 $
État des résultats consolidés		
Produits	**687 543**	644 490
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	**279 546**	278 004
Résultats des placements	**1 545**	1 575

	2020 $	2019 $
Bilan consolidé		
Actif		
Débiteurs	**128 832**	144 647
Instruments financiers dérivés	**1 255**	1 468
Placements	**51 875**	62 066
Passif		
Créditeurs et charges à payer	**19 024**	12 412
Revenus reportés	**80 492**	58 733
Instruments financiers dérivés	**59**	52

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 octobre 2020 et 26 octobre 2019

26) Opérations entre apparentés

Les placements avec les partenariats se détaillent comme suit :

	2020 $	2019 $
Billets à recevoir, ne portant pas intérêt, sans modalités de remboursement	**14 492**	22 250
Billet à recevoir, ne portant pas intérêt, remboursable par versements annuels de 3 000 $ et un versement final de 4 000 $, échéant en octobre 2024	**11 744**	14 177
Billet à recevoir, portant intérêt au taux de 15 %, sans modalités de remboursement	**8 421**	8 421
Billet à recevoir, remboursable et portant intérêt au taux défini selon les modalités du contrat	**4 618**	4 618
Billet à recevoir, portant intérêt au taux de 5 %, sans modalités de remboursement	**2 000**	2 000
Billet à recevoir, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %	**600**	600
Actions privilégiées	**10 000**	10 000
	51 875	62 066

Dans le cours normal de ses affaires, la Société effectue des transactions avec ses entités sous influence notable. Ces transactions, mesurées à leur valeur d'échange, se résument comme suit :

	2020 $	2019 $
État des résultats consolidés		
Produits	**15 812**	7 841
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	**9 431**	11 264

	2020 $	2019 $
Bilan consolidé		
Actif		
Débiteurs	**3 151**	4 370
Instruments financiers dérivés	**160**	–
Placements, ne portant pas intérêt, sans modalités de remboursement	**2**	2
Passif		
Créditeurs et charges à payer	**5 519**	3 768
Revenus reportés	**547**	–
Instruments financiers dérivés	**90**	189

27) Événements postérieurs à la date du bilan

Le 18 janvier 2021, les administrateurs ont déclaré un dividende déterminé de 7 743 $. Ce dividende sera versé au comptant pour un montant de 3 872 $ et sous forme d'actions ordinaires de classe P-200 au montant de 3 871 $.

Le 31 décembre 2020, la Société, par l'entremise d'une de ses filiales, a procédé à l'acquisition de 15 % des actions d'une entreprise œuvrant dans la valorisation des protéines animales. Cette transaction a été réglée par l'émission de parts d'une filiale de la Société conférant une participation de 3,04 % à cette entreprise.

Le 7 décembre 2020, un règlement d'assurance a été confirmé pour un montant de 6 783 $ dû à la Société. Celui-ci sera comptabilisé à titre de diminution du « Coût des ventes, frais de vente et d'administration » dans les états financiers consolidés pour la période qui se clotûrera le 30 octobre 2021.

Rétrospective financière – Non auditée

	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
Exploitation *[en milliers de dollars]*							
Produits	**8 152 114 $**	7 282 058 $	6 515 972 $	6 271 772 $	6 335 219 $	5 991 969 $	5 376 073 $
Frais financiers nets	**59 297**	51 473	22 601	17 764	26 625	27 473	24 688
Amortissements (excluant les coûts de transaction)	**169 942**	129 274	93 368	81 445	83 610	77 688	59 860
Excédent avant ristournes et impôts sur l'excédent	**201 037**	79 353	210 725	351 228	275 438	95 702	73 806
Ristournes	**29 200**	17 600	42 400	88 000	55 000	35 000	25 000
Impôts sur l'excédent	**30 850**	13 149	32 914	65 273	60 730	16 213	11 719
Excédent net attribuable aux membres de la Société	**117 664**	38 447	115 614	168 349	151 569	44 489	37 087
Excédent avant ristournes, impôts sur l'excédent, frais financiers bruts, amortissements et gains nets (pertes nettes)	**467 077**	265 461	312 894	456 133	390 707	201 019	165 091
Situation financière *[en milliers de dollars]*							
Fonds de roulement **	**661 293 $**	404 261 $	553 559 $	414 274 $	415 280 $	(6 346) $	274 029 $
Immobilisations corporelles, valeur comptable nette	**1 567 259**	1 215 381	1 020 130	828 589	750 551	690 653	501 739
Total de l'actif	**4 728 182**	3 880 159	3 261 469	2 666 990	2 450 589	2 298 308	1 737 587
Actions privilégiées et avoir de la Société	**2 032 586**	1 780 586	1 480 827	1 285 250	961 809	761 635	702 473
Ratios financiers							
Ratio du fonds de roulement**	**1,6**	1,4	1,6	1,5	1,6	(0,99)	1,5
Couverture des intérêts*	**4,4**	2,5	10,3	20,8	11,3	4,5	4,0
Ratio d'endettement**	**38:62**	33:67	31:69	23:77	37:63	47:53	33:67
Excédent avant ristournes et impôts sur l'excédent*/produits	**2,5 %**	1,1 %	3,2 %	5,6 %	4,3 %	1,6 %	1,4 %
Réserve et surplus d'apport/ actions privilégiées et avoir de la Société	**42,4 %**	44,0 %	53,4 %	55,0 %	57,3 %	50,5 %	50,8 %
Actions privilégiées et avoir de la Société/total de l'actif	**43,0 %**	45,9 %	45,4 %	48,2 %	39,2 %	33,1 %	40,4 %
Nombre d'employés	**16 150**	15 360	14 020	13 150	12 541	12 211	10 202

* Aux fins des calculs des ratios, les participations ne donnant pas le contrôle sont incluses dans l'excédent avant ristournes et impôts sur l'excédent.
** La facilité de crédit est considérée dans le calcul de ce ratio en 2015, afin de se conformer à la présentation adoptée dans les états financiers consolidés.